

Pour le retrait de la loi travail !

Aujourd'hui, alors que nous manifestions dans toutes les villes de France pour le retrait de la loi travail, et que devaient se tenir plusieurs assemblées générales dans les universités ce matin, nombre d'entre elles étaient fermées administrativement.

Ainsi les universités Paris 6 Jussieu, Lyon 2, le site Victoire de l'Université de Bordeaux, les sites de Tolbiac, Panthéon, René Cassin, Sorbonne de l'Université Paris 1 ont été fermés à un moment ou pour la totalité de la journée. Hier l'Université de Caen a été fermée plus tôt que d'habitude, pour contrer le blocage qui devait avoir lieu le lendemain matin. L'Université de Tours, elle, a été fermée les jours précédents. Il a par ailleurs été annoncé que la fermeture de Tolbiac serait effective jusqu'à samedi.

Ces fermetures administratives sont inacceptables puisqu'elles ont pour volonté d'empêcher les étudiant-e-s et personnel-le-s des universités de s'organiser afin de faire aboutir leurs revendications. L'Université Paris 1 a même déclaré effectuer cette fermeture afin de « préserver la sécurité de la communauté universitaire en prévision des manifestations prévues ce jeudi 17 mars 2016 contre la loi El-Khomri ». Mais pourtant, nous sommes la communauté universitaire, et nous nous mobilisons pour défendre notre sécurité dans l'emploi ainsi que celle de tou-te-s les travailleurs et travailleuses !

A Brest, la direction de l'Université a obtenu une présence policière dès l'ouverture du campus, tout en essayant de discréditer le mouvement.

De plus, Le 17 mars , lors de la manifestation lycéenne qui a eu lieu à Paris, mais aussi à Strasbourg, Caen, et ce soir lors d'une Assemblée générale inter-université à Tolbiac, les étudiant-e-s et lycéennes ont été violemment réprimé-e-s par la police. Plusieurs interpellations ont eu lieu et nombre de personnes ont été blessé-e-s très sévèrement (dents cassées, visages en sang...). C'est encore plus scandaleux qu'à Tolbiac, la police est intervenue dans l'enceinte de l'Université, et donc avec accord direct de la présidence !

Nous condamnons ces fermetures administratives et la répression policière.

La communauté universitaire doit pouvoir s'organiser, se rassembler et manifester comme elle le veut !

La répression ne nous arrêtera pas, nous continuons dès demain la mobilisation.

À St-Denis, le Samedi 19 Mars.

Communiqué commun de la fédération Solidaires Etudiant-e-s et de la fédération Sud éducation, concernant les fermetures administratives de facs et les violences policières suite aux manifestations du 17.